



Bouchez et Magnette jouent toujours l'impossible entente



© BELGA.

Ils ont réussi à débattre pendant près d'une heure et demie presque sans s'engueuler ni se couper la parole – il est vrai que le micro de celui qui n'avait pas la parole était coupé. Georges-Louis Bouchez (MR) et Paul Magnette (PS) se sont affrontés sur le thème gauche-droite sur LN24 mardi soir, sans s'empoigner mais aussi quasi sans se regarder. Et en n'étant d'accord sur presque rien. Sauf sur l'importance de réindustrialiser la Belgique et d'investir 2 % du PIB (et pas plus) dans la Défense.

Sur tous les thèmes, le président du PS a reproché à son homologue MR de s'attaquer à la proximité (la police de quartier, les médias locaux, les petites gares...). A quoi le libéral a répondu que le PS refuse toutes les réformes visant à rationaliser l'Etat (fusion des polices, disparition des provinces ou du Sénat...).

Pour le reste, que retenir ? Rien d'inhabituel sur le socio-économique, les services publics ou la sécurité. Ceci peut-être, au chapitre « Ce sera quoi être Belge dans dix ans ». Paul Magnette pointe deux choses : « Maintenir la solidarité entre tous les Belges, ce qui n'est pas facile avec un Premier ministre nationaliste. Et retrouver une ambition industrielle en Belgique, où on a vendu les bijoux de famille. » Réponse de Bouchez : « Paul Magnette aime les Flamands pour leur portefeuille. » Et : « Le principal élément de séparatisme en Belgique, c'est le PS ! » « Bart De Wever (N-VA, NDLR) veut démanteler la Belgique, vous êtes très naïf Monsieur Bouchez ! », tranche Magnette.

Pointons encore cet échange sur la taxe sur les ultrariches. Bouchez, contre, notamment en raison du risque de fuite des grosses fortunes : « On ne vit pas dans un aquarium. (...) Je ne veux pas que mon pays soit le couillon de service. » Magnette, pour : « Ils (les ultrariches, NDLR) se barrent, ils se barrent ! Mais on continuera à les taxer pendant dix ou vingt ans sur ce qu'ils avaient. » En conclusion, Bouchez « insiste sur les éléments qui nous rapprochent ». Mais pour Magnette, « il faut que le MR quitte le gouvernement. Cela fait 30 ans que vous êtes là, on a eu trop de MR ». M.A.D.

SOCIÉTÉ

La génération la plus connectée est aussi celle qui se sent la plus seule

Solidaris publie un mémorandum consacré à la santé mentale des enfants et des adolescents. Derrière les écrans, le harcèlement ou l'accès aux soins, un constat s'impose : la solitude est devenue un enjeu majeur de santé publique.

JULIE HUON

La santé mentale des jeunes ne relève pas que des psychologues ou des pédopsychiatres. Elle est aussi impactée par l'école, le logement, la pauvreté, les réseaux sociaux, le harcèlement, la périnatalité ou encore l'organisation même de la société. Tel est le message du mémorandum que Solidaris consacre cette année à la santé mentale des enfants et des jeunes.

Les raisons de s'inquiéter ne manquent pas. Selon l'Enquête de santé 2023-2024 de Sciensano, la proportion de jeunes de 15 à 24 ans souffrant de troubles anxieux a été multipliée par plus de quatre en quinze ans, passant de 3,5 % à 16 %. Et lorsqu'on additionne les troubles anxieux et dépressifs, près d'un jeune sur quatre (23,1 %) est aujourd'hui concerné (contre 17,8 % pour l'ensemble de la population). Les jeunes constituent également la tranche d'âge la plus touchée par les idées suicidaires. Plus inquiétant encore : la moitié des troubles mentaux débutent avant l'âge de 14 ans.

« Nous avons commencé début 2025 avec un noyau d'une dizaine d'experts, puis ouvert les discussions à travers plusieurs tables rondes thématiques et un panel de jeunes », explique Jean-Marc

Laasman, conseiller stratégique chez Solidaris et coordinateur du mémorandum. « Un consensus est rapidement apparu : la dégradation de la santé mentale des jeunes ne se réduit pas à des vulnérabilités individuelles. C'est aussi le symptôme d'une société qui va mal. »

Les échanges ont porté sur six grands thèmes : le harcèlement scolaire, les écrans et les réseaux sociaux, le contexte social et environnemental, la neurodivergence, la périnatalité et l'accès aux soins. « L'école revenait sans cesse dans les discussions », poursuit Jean-Marc Laasman. « Nous ne lui avons finalement pas consacré de chapitre spécifique parce qu'elle traverse l'ensemble des enjeux abordés. L'école est en grande souffrance, mais on attend énormément d'elle aussi. Elle a un rôle essentiel à jouer dans la prévention, la socialisation, le repérage des difficultés ou encore l'émancipation des jeunes. »

« Une réponse au capharnaüm belge »

A l'arrivée, un fil rouge traverse l'ensemble du rapport : la solitude. A tel point que la première des dix priorités qui y sont définies n'est ni l'encadrement des réseaux sociaux ni le doublement du nombre de pédopsychiatres. Solidaris réclame surtout la création d'un secrétariat d'Etat chargé de coordonner une stratégie interfédérale de lutte contre la solitude.

« Le paradoxe est frappant », observe Olivier Luminet, professeur de psychologie à l'UCLouvain et membre du comité d'experts réuni par Solidaris. « Les jeunes sont probablement la génération la plus connectée de l'histoire. Ils disposent d'un réseau potentiel immense et peuvent contacter quelqu'un à n'importe quel moment. Pourtant, ce sont eux qui déclarent le plus souffrir de solitude. Bien sûr, la pandémie a joué un rôle d'accélérateur : on les empêchait de se voir, on limitait leurs contacts sociaux. Mais ce qui est interpellant, c'est que ce sentiment est resté. »

Cette idée de secrétariat d'Etat à la lutte contre la solitude peut sembler originale, mais elle existe déjà ailleurs. « Le Royaume-Uni et le Japon ont mis en place des dispositifs similaires après avoir identifié la solitude comme un véritable enjeu de santé publique », rappelle Jean-Marc Laasman. « C'est aussi une réponse au capharnaüm belge », renchérit Olivier Luminet. « Les partis politiques n'ont pas arrêté de nous parler santé mentale pendant la campagne de 2024, mais il n'y a quand même pas eu énormément d'actions concrètes derrière. Comme souvent, on attend une grande crise pour faire quelque chose. Ici, l'idée est justement de ne pas attendre la prochaine. »

Pour le psychologue, une telle instance fédérale permettrait surtout de sortir du « jeu infernal de renvoi d'ascenseur » : « Ce n'est pas la santé, c'est l'éducation, ce n'est pas moi, c'est l'autre. Non, il faut faire travailler ensemble le milieu éducatif, le monde associatif, les acteurs de la santé et coordonner tous les niveaux de pouvoir. »

Transformer l'angoisse en capacité d'agir

Les écrans figurent évidemment parmi les préoccupations du rapport. Le document plaide notamment pour un meilleur encadrement des plateformes numériques. Mais pour Olivier Luminet, le débat se crispe trop souvent autour de fausses solutions. « Une des tentations, c'est de chercher un coupable unique : les écrans, les smartphones ou les réseaux sociaux », observe-t-il, mettant en garde contre les comparaisons avec le tabac ou l'alcool. « Faire croire que les téléphones sont toujours mauvais pour le bien-être des adolescents est dangereux. Les écrans peuvent aussi apporter beaucoup de choses. La question est celle de l'équilibre. » Pour lui, le mot-clé n'est pas l'interdiction mais la régulation. « Dire qu'en interdisant les réseaux sociaux, les adolescents vont automatiquement se resocialiser est une vision beaucoup trop simpliste. »

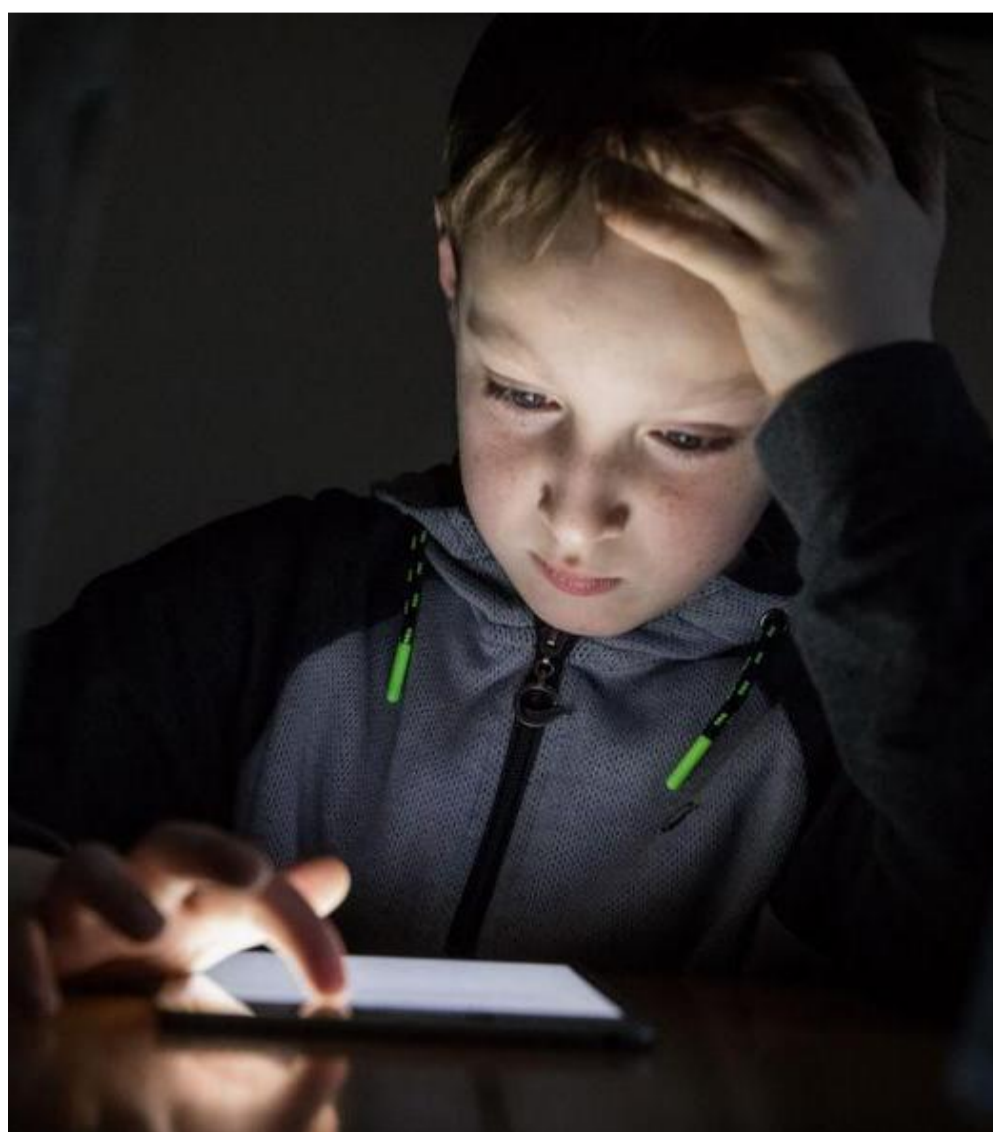
Les deux hommes se rejoignent enfin sur un point : les jeunes eux-mêmes doivent être associés aux solutions. « Ils expriment une forme de désillusion face à des administrations qu'ils jugent parfois incapables de répondre à leurs préoccupations », observe Jean-Marc Laasman. « Pourtant, ils restent prêts à s'engager. L'enjeu est de transformer leur angoisse et leur sentiment d'impuissance, en capacité d'agir. »

Une conviction que partage Olivier Luminet. « Ils doivent être partie prenante de la discussion et de la construction des réponses. Ils ont beaucoup de choses à dire et beaucoup de choses à apporter. » Parmi les témoignages recueillis par Solidaris, celui de C. (24 ans) résume peut-être le mieux l'urgence ressentie par une partie de cette génération : « Ce qui me fait peur, c'est la banalisation de l'épuisement... On vit dans un environnement ultra compétitif où personne ne s'y retrouve. On dit que c'est normal d'être en dépression. Mais non, ça ne devrait pas être normal. »



Les partis politiques n'ont pas arrêté de nous parler santé mentale pendant la campagne de 2024, mais il n'y a quand même pas eu énormément d'actions concrètes derrière

Olivier Luminet
Professeur de psychologie à l'UCLouvain



Solidaris réclame surtout la création d'un secrétariat d'Etat chargé de coordonner une stratégie interfédérale de lutte contre la solitude.

© HANS LUCAS.